

Décembre 2008

L'accès à l'emploi pour les personnes sans domicile

Recommandations aux États membres et
à l'Union européenne

La FEANTSA, la fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri est un regroupement d'associations sans but lucratif qui participent ou contribuent à la lutte contre l'exclusion liée au logement en Europe. C'est le seul grand réseau européen qui a pour objet l'exclusion liée au logement au niveau européen.

Les États membres de l'Union européenne promeuvent de plus en plus l'« activation » des personnes éloignées du marché du travail afin d'augmenter le niveau de l'emploi et de dynamiser leur économie nationale. L'insertion sur le marché du travail est considérée comme l'une des manières les plus efficaces de lutter contre la pauvreté et de promouvoir l'insertion sociale des groupes de personnes défavorisées. Cet engagement au niveau national est en ligne avec les objectifs en termes d'emploi au niveau de l'UE.

Néanmoins, les initiatives existantes en termes d'employabilité ne permettent en général pas d'atteindre les groupes de personnes les plus exclues de la société ni les personnes qui ont le moins de probabilité de trouver un emploi sans être aidées, comme les personnes sans domicile.

Dans ce document, nous allons mettre l'accent sur les lacunes des politiques d'emploi européennes comme nationales et présenter des recommandations en vue, à l'avenir, de rendre ces politiques plus efficaces pour les personnes sans domicile. Ces recommandations se basent sur les conclusions du **Rapport européen 2007 de la FEANTSA** : « Obstacles multiples, diversité des solutions » dans lequel on propose une vue d'ensemble de la situation en termes d'emploi des personnes sans domicile dans 16 États membres de l'UE.¹

Une priorité commune – Revaloriser le niveau de l'emploi en Europe

Le plein emploi est l'un des objectifs globaux de la Stratégie de Lisbonne pour l'emploi et la croissance de l'Union européenne. L'une des priorités de l'UE est d'attirer et de garder davantage de personnes sur le marché de l'emploi. Cette priorité est partagée par un certain nombre d'États membres de l'UE qui souhaitent ardemment rehausser le niveau de l'emploi des personnes éloignées du marché du travail.

Malgré cet engagement politique, les personnes sans domicile sont en général exclues des programmes d'emploi existants. Bien souvent, les initiatives en termes d'emploi ne sont pas adaptées aux besoins et aux aspirations multiples des personnes sans domicile et comportent des exigences trop élevées pour ce groupe de personnes. En outre, des changements structurels sur le marché du travail ont rendu plus difficile l'accès à l'emploi pour les personnes ayant davantage besoin d'être soutenues et moins de qualifications.

Le profil des personnes sans domicile en termes d'emploi

L'exclusion liée au logement est l'une des formes les plus extrêmes d'exclusion qui affecte les femmes comme les hommes à travers l'Europe. Les personnes sans domicile sont confrontées à de multiples obstacles par rapport à l'emploi et aux initiatives visant l'employabilité. Ces obstacles sont entre autres d'ordre personnel, structurel et sociétal.

Bien que la majorité des personnes sans domicile sont sans emploi ou économiquement inactives, un nombre important d'entre elles travaillent. Les personnes sans domicile qui travaillent sont néanmoins souvent employées à des conditions précaires. Bien qu'elles travaillent, elles ne sont toujours pas capables de se stabiliser au niveau de leur logement.

Bien que les personnes sans domicile aient grandement besoin d'être aidées, elles sont aussi une ressource importante et ont des compétences et une expérience à offrir. Les enquêtes réalisées auprès des utilisateurs de services montrent l'importance capitale que les personnes sans domicile accordent à l'emploi, même si l'emploi n'est peut-être pas une priorité immédiate pour tous.

L'insertion dans et par l'emploi

Il est clair que pour de nombreuses personnes sans domicile, l'emploi n'est pas synonyme de travail à plein temps sur le marché du travail classique, du moins pas à court terme. Les personnes dormant dans la rue en particulier, qui sont souvent en très mauvaise santé physique et mentale peuvent avoir besoin au préalable d'autres formes de soutien avant d'intégrer des services d'emploi classiques.

¹ Rapport européen 2007 de la FEANTSA : Obstacles multiples, diversité des solutions: l'insertion dans et par l'emploi des personnes sans domicile en Europe:
http://www.feantsa.org/files/Employment_annual_theme/Annual_theme_documents/European_Report/Rapport_europeen_FEANTSA_emploi_2007_final.pdf

C'est pourquoi le concept d' « emploi » présenté dans ce document va au-delà de l'entendement courant de l' « insertion » sur le marché du travail classique. L'insertion dans et par l'emploi est plutôt liée à l'engagement actif d'un individu dans toutes sortes d'activités professionnelles qui vont améliorer l'employabilité de la personne.

Par « amélioration de l'employabilité », nous entendons le développement des compétences et des qualifications qui vont aider une personne à entrer en contact avec la vie active et le marché du travail en général. On centrera dès lors moins les activités sur des résultats strictement chiffrés (p.ex. le nombre de personnes qui sont entrées sur le marché du travail classique), mais sur des résultats plus généraux comme l'amélioration des conditions de vie d'une personne (p.ex. sa santé, son logement, sa confiance en elle).

L'amélioration de l'employabilité requiert l'utilisation d'une variété de services en vue de l'employabilité. Cela comprend le placement sur le marché de l'emploi classique, mais également des emplois aidés, c'est-à-dire dans le cadre desquels les personnes sont aidées de façon continue en termes financiers et/ou social. En outre, la formation et l'éducation sont importantes tout comme la possibilité de participer à des activités comme l'activité occupationnelle et la formation aux aptitudes de la vie quotidienne.

Le Rapport européen 2007 de la FEANTSA démontre clairement que si l'on met en place le bon cadre de soutien, il est possible d'apporter des changements positifs dans la vie des personnes sans domicile et de les aider à avancer vers le marché du travail.

Recommandations aux États membres

Les États membres ont un rôle crucial à jouer dans la promotion de l'emploi des personnes exclues au sein de l'Union européenne. Cela ne concerne pas uniquement le niveau national, mais également le niveau régional et le niveau local.

1. Développer des stratégies en vue de l'employabilité des personnes les plus exclues

Un certain nombre d'initiatives en termes d'emploi pour les personnes très défavorisées existent dans de nombreux pays de l'UE. Nombre d'entre elles sont néanmoins limitées dans leur portée et dans le temps et ne représentent pas une solution à long terme pour les participants. Qui plus est, les initiatives qui concernent les emplois classiques ne comportent pas l'aide individualisée et holistique dont bon nombre de personnes sans domicile ont besoin et ils en sont dès lors indirectement exclus.

Les États membres doivent développer des stratégies d'employabilité pour les personnes les plus exclues dans le cadre de leur politique générale d'emploi. Ces stratégies doivent inclure la mise à disposition d'une aide individualisée et holistique aux personnes connaissant des besoins multiples. En ce qui concerne les femmes en particulier, et afin de promouvoir leur emploi, il est crucial de mettre à leur disposition des services de garderies. En fonction du contexte qui varie d'un pays à l'autre, il peut être utile de développer des plans d'action locaux et de se mettre d'accord sur des objectifs d'emploi pour les travailleurs défavorisés à de multiples égards.

2. Développer une approche de type « parcours » vers l'emploi des personnes sans domicile et diversifier les services d'emploi en conséquence

Les parcours vers l'emploi pour les personnes qui sont sans domicile varient d'une personne à l'autre. Les services visant l'employabilité doivent proposer une variété de possibilités et différents points d'entrée adaptés à chaque personne, allant du placement sur le marché du travail classique aux emplois aidés, à la formation et à l'éducation, aux formations aux aptitudes de la vie quotidienne. (Voir l'annexe)

3. Améliorer la coordination et la coopération entre les différents acteurs

Une approche de type « parcours » vers l'emploi des personnes sans domicile requiert des politiques qui favorisent la coordination et la coopération entre les différents acteurs. Il est démontré que les personnes sans domicile n'arrivent pas à accéder aux services d'emploi en raison d'un manque de coordination et de coopération entre les services sociaux, les partenaires sociaux, les services d'emploi et les services aux personnes sans domicile.

Pour faire face à ce problème, on observe une bonne pratique dans un certain nombre de pays qui

consiste à proposer des services d'emploi et de conseils sur mesure au sein des services aux personnes sans domicile. Il y a en outre de bons exemples d'agences d'emploi qui proposent un soutien spécialisé et individualisé aux personnes qui ont des besoins multiples en étroite coopération avec les services sociaux et/ou les services aux personnes sans domicile.

4. Mettre sur pied un système de financement pluriannuel pour les services visant l'employabilité

Intégrer une personne sans domicile dans un emploi nécessite souvent de l'aider pendant plusieurs années. Cependant, la plupart des initiatives visant le retour à l'emploi ne fonctionnent que sur une période plus courte en raison de la nature du financement. Les associations prestataires de services doivent pouvoir être financées de façon stable et suffisamment à long terme afin d'accompagner et de soutenir les personnes au cours de leur processus d'insertion. Le financement des associations qui s'occupent des personnes sans domicile devrait toujours comprendre un volet employabilité clairement défini dans le budget. De bons projets développés dans le cadre de financements du FSE et d'EQUAL doivent être poursuivis avec des financements nationaux. Il est démontré que les services adaptés aux personnes sans domicile et qui sont continus seront moins coûteux à long terme que des interventions ad hoc d'urgence.

5. Proposer un emploi aidé comme alternative aux personnes ayant des besoins multiples

L'emploi aidé est un élément clé des stratégies d'emploi efficaces pour les personnes sans domicile. Cela représente à la fois une possibilité d'emploi à long terme aux personnes connaissant des besoins multiples et une étape vers un emploi classique. Ce choix d'emploi aidé ne doit cependant pas être automatique pour les personnes sans domicile. Il est important que les emplois aidés soient proposés aux personnes qui en ont le plus besoin et qui ont le moins de probabilité d'accéder à un emploi classique. Bien qu'il ne faille pas limiter l'emploi aidé dans le temps, une évaluation régulière du développement et des progrès est nécessaire pour garantir que l'on encourage une transition effective de l'emploi aidé vers le marché du travail classique pour les personnes qui y sont prêtes. L'économie sociale, en particulier ce que l'on appelle les WISE (entreprises sociales oeuvrant à l'intégration), jouent un rôle important dans l'offre d'emploi aux personnes défavorisées et doivent être soutenues dans ce rôle. En outre, on connaît des exemples de bonnes pratiques d'emplois accompagnés dans le secteur public et dans le secteur privé en dehors des WISE. Il convient de diffuser des informations concernant ces initiatives et d'encourager financièrement leur développement.

6. Garantir un accompagnement au travail

La transition vers le marché du travail classique est un moment crucial et souvent très difficile dans le processus d'insertion d'une personne sans domicile. Pour nombre de personnes sans domicile, cette transition signifie la perte de contact avec les travailleurs sociaux et les autres personnes qui leur ont apporté de l'aide auparavant. Garder un emploi peut même représenter un défi plus important pour les personnes que d'en obtenir un.

Il est vital d'assurer un soutien au travail qui permette aux personnes de rester en contact avec les personnes qui les ont aidées dans le processus et les aide à gérer les obstacles administratifs et financiers liés au nouvel emploi (par exemple ouvrir un compte en banque).

7. Promouvoir la participation effective des utilisateurs de services

Il est crucial d'assurer la participation effective des utilisateurs dans l'élaboration de leur propre parcours d'insertion ainsi que dans le développement de services d'emploi et de processus de décision liés à ces services si l'on veut garantir qu'ils soient adaptés aux besoins et aux aspirations des personnes. Le financement des mesures visant l'employabilité doit dès lors inciter et permettre une participation accrue des utilisateurs.²

8. Créer de vrais incitants pour que les personnes trouvent un emploi et garantir des niveaux adéquats de revenus minimums

Dans un certain nombre de pays, des allocations mal structurées peuvent constituer un obstacle pour les personnes qui cherchent un emploi sur le marché du travail classique puisqu'ils risquent de

² On peut trouver de bons exemples d'amélioration de la participation des utilisateurs dans le cadre des services aux personnes sans domicile dans la boîte à outils 2007 sur la participation de la FEANTSA:
http://www.feantsa.org/files/Participation/policy%20statements/FR_Final_toolkit.pdf

perdre leurs allocations. Entrer sur le marché du travail doit être payant en termes réels pour les personnes qui y sont prêtes. Avoir la possibilité de combiner les allocations sociales avec des revenus du travail pendant une période initiale peut être essentiel pour garder son emploi. Il ne faut cependant pas que les politiques actives pour le retour au travail ne remplacent de véritables politiques de lutte contre la pauvreté. Les personnes qui ne sont pas prêtes à travailler doivent se voir garantir un accès à un revenu minimum acceptable et à des allocations sociales.

9. Abolir les sanctions vis-à-vis des travailleurs les plus vulnérables

Les sanctions ne constituent pas une mesure efficace pour les travailleurs les plus défavorisés, comme les personnes sans domicile. Ce groupe de personnes se trouve déjà dans une situation très vulnérable et les sanctions risquent de ne faire que contribuer davantage à leur exclusion sociale. Un soutien social et une autonomisation adaptés aux besoins et aux aspirations personnels sont des instruments plus efficaces et qui ont plus de chance de mener à une amélioration durable des conditions de vie (p.ex. le logement, la santé, l'emploi) des personnes sans domicile.

10. Garantir l'accès à des informations claires et cohérentes sur les droits et les services d'aide existants

De nombreuses personnes sans domicile éprouvent des difficultés à accéder aux informations sur l'éventail des services à leur disposition. Nombre d'entre elles trouvent qu'il est encore plus difficile d'obtenir des conseils précis et cohérents sur leurs droits en termes d'allocations ou en terme fiscal ou sur leur droit à entamer des activités liées à l'emploi. Des informations claires, cohérentes et précises doivent être facilement accessibles et régulièrement mises à jour. Cela peut être réalisé via la mise à disposition de personnels suffisamment nombreux et bien formés, la mise à disposition d'informations ainsi que via une meilleure coordination entre les différents services et les différents secteurs.

11. Garantir la répartition géographique des services

La plupart des services aux personnes sans domicile sont situés dans les villes et dans les zones urbaines, où vivent la majorité des personnes sans domicile. Toutefois, une proportion significative de personnes sans domicile vivent aussi dans des zones rurales, où le manque de services ainsi que le manque de transports publics peut constituer un obstacle majeur pour accéder à l'aide nécessaire.

12. Développer et faire usage des indicateurs mesurant les résultats généraux des initiatives en matière d'emploi

Les indicateurs de l'efficacité des initiatives en matière d'emploi se concentrent pour l'instant trop sur les résultats strictement chiffrés comme le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi. On court ainsi le risque que les employeurs soient forcés d'« écrémer » et de ne garder que les personnes qui ont le moins de problèmes et sont les plus enclines à augmenter la productivité afin de respecter leur critère de performance quantitative. Les indicateurs sensibles aux résultats plus généraux des interventions, comme l'amélioration globale des conditions de vie des participants, sont plus efficaces pour évaluer les programmes d'employabilité.

13. Mettre sur pied des systèmes de collecte des données sur les personnes sans domicile précisant le profil d'emploi des personnes

Il est urgent de développer plus avant les systèmes de collecte de données sur les personnes sans domicile en Europe afin de mieux comprendre le profil, les compétences et les besoins des personnes sans domicile, y compris leur profil en termes d'emploi. Ce système constituerait un outil efficace pour développer plus avant les politiques de lutte contre l'exclusion liée au logement aux niveaux régional, national et européen.

Recommandations à l'Union européenne

La responsabilité principale en termes de développement des politiques d'emploi reste au niveau des États membres. L'Union européenne peut apporter en outre une contribution significative en soutenant le développement de politiques aux niveaux national et local, ce qui aidera les personnes connaissant des besoins multiples à améliorer leur employabilité. Pour renforcer les instruments et les politiques au niveau de l'UE, la FEANTSA formule les recommandations suivantes.

1. Garantir une cohérence en termes de politiques entre les lignes directrices européennes concernant l'emploi³, les principes de la flexicurité⁴ et de l'inclusion active⁵ et développer une ligne directrice européenne concernant l'emploi qui traite spécifiquement de l'insertion des personnes connaissant des besoins multiples

Les personnes qui sont sans domicile ne sont souvent pas en position d'accéder aux services classiques d'emploi visant les travailleurs défavorisés. Il est nécessaire de promouvoir des stratégies d'emploi pour ce groupe de personnes qui sont confrontées à de multiples obstacles par rapport au travail. FEANTSA recommande de réexaminer la ligne directrice européenne 19 dans l'ordre d'idées suivant :

Proposition de ligne directrice:

Promouvoir l'insertion dans l'emploi des personnes défavorisées à de multiples égards via

- Des mesures actives et préventives sur le marché du travail, en ce compris
 - Identification initiale et continue des besoins et des aspirations de chaque individu et développement d'une action personnalisée
 - Aide sur mesure dans la recherche d'emploi et accès aux informations concernant leurs droits
 - Une variété de possibilités d'emplois aidés et avec accompagnement continu
 - Formation aux aptitudes de la vie quotidienne et formation aux compétences de base pour les personnes qui ne sont pas prêtes à entrer immédiatement dans la vie active
 - Prestation de services sociaux de qualité pour soutenir l'inclusion des personnes les plus éloignées du marché du travail
- Révision continue des systèmes fiscaux et des systèmes d'allocations pour lutter contre les allocations mal structurées qui peuvent décourager les individus à chercher un emploi
- Garantir des niveaux adéquats de protection sociale pour tous, quel que soit le statut d'emploi

2. Développer des processus efficaces d'apprentissage mutuel dans le domaine de l'emploi pour les groupes de personnes défavorisées

De nombreux États membres sont pour l'instant en train d'essayer d'améliorer leurs politiques d'activation visant les personnes connaissant des besoins multiples. Ils sont très désireux d'en apprendre davantage et de tirer les leçons des expériences et des pratiques existantes dans d'autres pays. L'Union européenne a un rôle à jouer dans la collecte de l'expertise et dans la promotion des processus d'apprentissage mutuel qui concernent en particulier la situation de l'emploi des personnes connaissant des besoins multiples. La recherche européenne, les projets transnationaux ainsi que le Programme d'apprentissage mutuel et ses différentes composantes (les Séminaires d'examen thématiques, l'Examen par les pairs, etc.) pourraient devenir des outils efficaces dans le cadre d'échanges transnationaux dans ce domaine et démontrer la valeur ajoutée de la Stratégie européenne pour l'emploi. Voici quelques-uns des sujets possibles d'échanges transnationaux:

- Comment assurer un accès aux initiatives d'employabilité aux personnes confrontées à de multiples obstacles à l'emploi?
- Comment promouvoir la coopération entre les services d'emploi et d'autres services sociaux qui y sont liés comme les services de logement?
- Comment organiser une transition efficace d'un emploi aidé à un emploi sur le marché du travail classique?
- Quelles sont les initiatives de longue haleine en terme d'employabilité qui sont efficaces en dehors du marché du travail pour les personnes devant être soutenues de façon continue?

3. Développer un cadre d'inclusion active promouvant la progression des politiques au niveau national

Le concept d'inclusion active et ses trois piliers – la réinsertion sur le marché du travail, le revenu minimum et l'accès aux services- peut devenir un cadre utile au sein de l'UE pour promouvoir la progression des politiques pour l'emploi des travailleurs défavorisés à de multiples égards. Il est néanmoins nécessaire de mieux comprendre comment l'inclusion active se traduit en pratiques

³ Pour avoir un aperçu des lignes directrices européennes concernant l'emploi, voir:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=108&langId=fr>

⁴ Pour plus d'informations sur la flexicurité, voir: <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=116&langId=fr>

⁵ L'inclusion active a pour objectif de promouvoir l'insertion sur le marché du travail des personnes qui en sont le plus éloignées
Voir également: http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/active_inclusion_fr.htm:

concrètes de soutien individualisé et holistique pour les différents groupes cibles. Sans pertinence concrète, la valeur ajoutée d'un concept d' « inclusion active » de l'UE reste contestable. Il y a un risque que les États membres utilisent l'inclusion active comme « concept fourre-tout » qui peut être rempli avec tout ce qui peut être lié à l'insertion des groupes de personnes défavorisées.

Néanmoins, l'inclusion active doit se limiter aux personnes en âge de travailler et ne peut remplacer des politiques d'insertion sociale des personnes pour lesquelles l'emploi n'est pas un choix possible, comme les enfants ou les personnes plus âgées.

4. Garantir que le Fonds social européen cible des initiatives visant les groupes de personnes les plus exclues et qu'il promeuve les échanges transnationaux

Le Fonds social européen et l'initiative EQUAL de la Communauté européenne ont joué un rôle important dans le financement d'initiatives d'emploi pour les personnes qui sont sans domicile. Le FSE continue d'être une source de financement dans les nouveaux États membres pour la période 2007-2013. Ces derniers temps, dans certains États membres, l'accès à ces fonds pour des projets ciblant les groupes de personnes les plus défavorisées s'est révélé plus difficile. De nombreuses associations ont également le sentiment que les principes d'EQUAL ne sont pas représentés de façon adéquate dans les nouveaux programmes du FSE. Il est nécessaire de consentir davantage d'efforts pour intégrer les principes d'EQUAL, comme la coopération transnationale et pour garantir que les États membres remplacent avantageusement les pratiques développées dans le cadre d'EQUAL et du FSE grâce à des financements nationaux à long terme.

5. Créer, au niveau des états, des règles efficaces en matière d'aide à l'emploi pour les travailleurs défavorisés

Nous pensons à la FEANTSA que le nouveau Règlement général d'exemption par catégorie (RGE)⁶ créera davantage de sécurité juridique dans le domaine des aides d'état pour l'emploi des travailleurs défavorisés. La FEANTSA salue en particulier la nouvelle différenciation opérée entre les travailleurs défavorisés et les travailleurs gravement défavorisés. Cela peut favoriser les initiatives visant les personnes les plus vulnérables. La FEANTSA est néanmoins préoccupée par les principes qui régissent l'intensité des aides. Les personnes connaissant des besoins multiples ont en général besoin de soutien pendant plusieurs années et nombre d'entre elles auront besoin d'un niveau d'aide salariale supérieur à 50%, du moins pendant une période initiale.

6. Lutter contre le travail au noir sans pénaliser les groupes de personnes les plus vulnérables

Selon la FEANTSA, il manque dans les débats de l'UE sur le travail non déclaré un lien avec l'accès aux droits (sociaux) fondamentaux pour les personnes les plus vulnérables. De nombreuses personnes sans domicile travaillent dans l'économie informelle afin de s'assurer un niveau de vie minimum. Cela les rend extrêmement vulnérables à l'exploitation. Pour la plupart d'entre elles, l'économie informelle fait partie d'une stratégie de survie et ces personnes ne devraient pas être doublement pénalisées en raison de leurs conditions de vie difficiles. Si l'on veut lutter contre le travail non déclaré, on doit dès lors commencer par garantir l'accès à un niveau de vie décent aux personnes en situation d'exclusion sociale et faciliter à ces travailleurs la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Cela doit comprendre la mise à disposition de niveaux adéquats de revenus minimums et des possibilités d'emplois aidés pour les personnes connaissant des besoins multiples.

7. Les politiques de flexicurité doivent prendre en compte la situation des personnes les plus éloignées du marché du travail

Les principes généraux de flexicurité doivent être complétés par des politiques qui prennent en compte la situation sociale des groupes de personnes les plus exclues et leur situation sur le marché du travail.

La sécurité pour les personnes sans domicile doit comprendre

- L'égalité d'accès à un haut niveau de protection sociale, quel que soit le statut de la personne en terme d'emploi;

⁶ Le nouveau Règlement général d'exemption par catégorie a été adopté le 6 août 2008 et précise quelles sont les catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32008R0800:FR:NOT>

- Un revenu minimum garanti en cas d'inactivité économique, de chômage ou de participation à un programme d'emploi aidé, de manière à ce que le revenu total se situe au-dessus du seuil de pauvreté;
- Un niveau adéquat de salaire minimum pour tous les travailleurs et sa mise en œuvre correcte. Pour les travailleurs à temps partiel, il doit y avoir la possibilité de combiner le revenu minimum et le salaire.

La flexibilité pour les personnes sans domicile doit comprendre

- Une aide personnalisée de la part de services correctement financés qui réponde aux besoins et aux aspirations de chaque personne sans domicile;
- Des entreprises à but lucratif et des entreprises sociales qui adaptent de manière souple le contrat de travail, le temps de travail, les responsabilités professionnelles, l'environnement professionnel et la durée du contrat en fonction des besoins et des compétences du travailleur sans domicile;
- La mise à disposition d'un large éventail d'activités professionnelles qui constituent une première étape vers un emploi aidé et/ou un emploi classique.

8. Développer des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie pour les groupes de personnes les plus défavorisées

Le débat actuel concernant la formation tout au long de la vie concerne principalement les personnes qui ont déjà une formation solide, comme les étudiants et les employés. Pour atteindre les personnes qui sont les plus éloignées du marché du travail, les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie doivent comprendre des formations de base à des étapes ultérieures de la vie. En ce qui concerne les personnes sans domicile, par exemple, des formations adaptées en alphabétisation sont aussi importantes que la formation en informatique de base, p.ex. à Internet. L'UE doit encourager les États membres à développer ces initiatives de formations et promouvoir l'apprentissage mutuel concernant les programmes de formations pour adultes connaissant des besoins multiples.

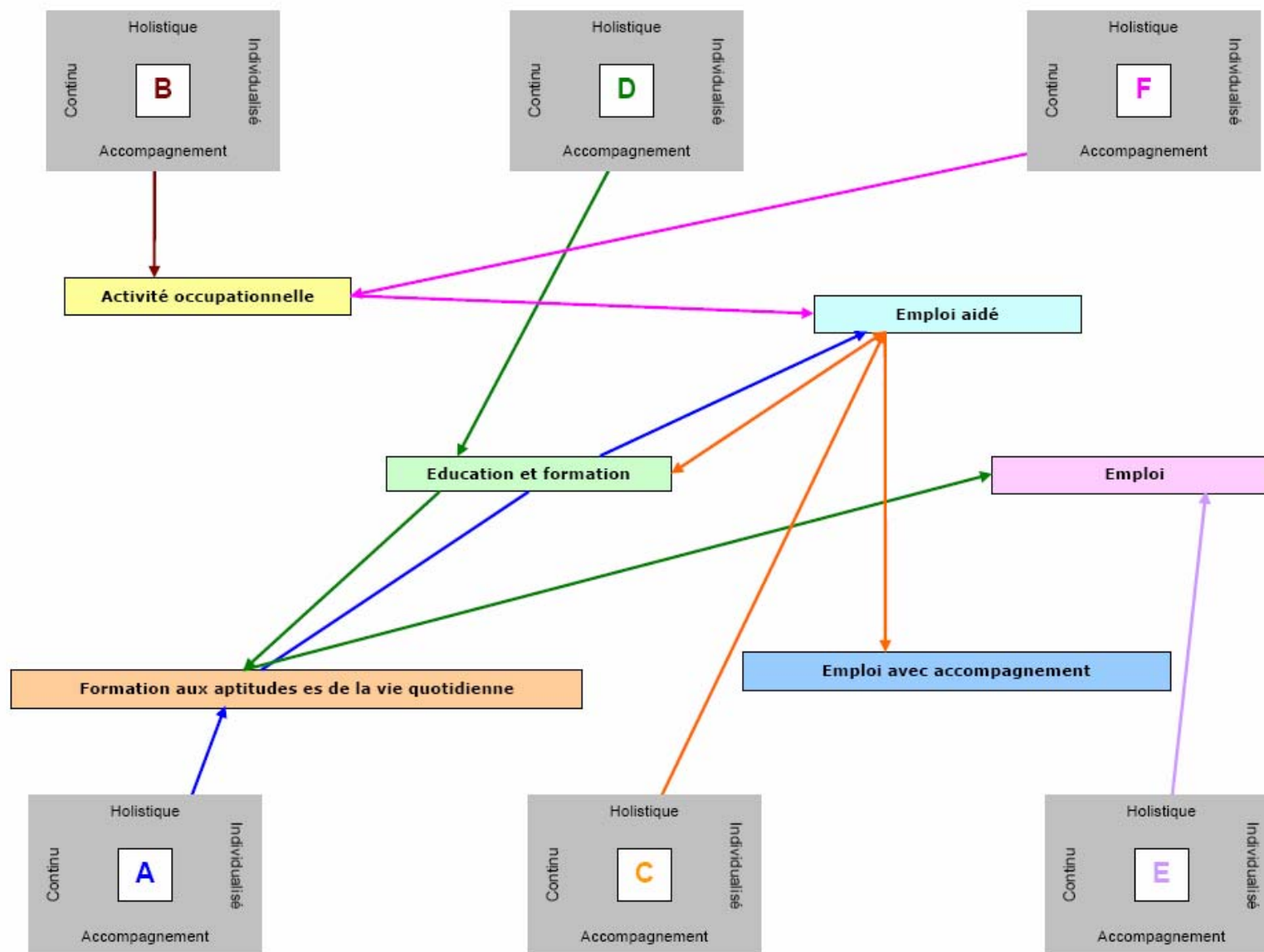
9. Développer plus avant des indicateurs d'emploi européens et encourager les États membres à les appliquer de manière systématique

La FEANTSA salue l'importance accordée au niveau de l'UE aux taux d'emploi plutôt qu'aux chiffres du chômage. Plus particulièrement, les chiffres qui concernent le vide du marché du travail pour les groupes de personnes défavorisées ou l'activation des chômeurs de longue durée pourraient devenir des instruments utiles pour mesurer les progrès réalisés dans le domaine de l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail. Ces chiffres doivent néanmoins être complétés par des indicateurs qui prennent en compte la situation de vie générale de la personne qui participe à un programme d'emploi. En ce qui concerne les groupes de personnes les plus défavorisées, le « succès » des initiatives en vue de leur employabilité ne peut être réduit à une transition efficace vers le marché du travail classique. Les améliorations en relation avec la situation en terme de logement ou de santé d'une personne sont également importantes et bénéfiques pour la cohésion sociale en général. En outre, il convient d'encourager les États membres à appliquer systématiquement les indicateurs et à ne pas uniquement choisir certains des indicateurs proposés pour les Programmes nationaux de réforme. Des données sur l'emploi, fiables et comparables au niveau de l'UE, contribueront à développer des politiques efficaces et à identifier les pratiques qui fonctionnent effectivement le mieux pour les groupes de personnes les plus vulnérables.

La FEANTSA est d'avis que les recommandations précisées dans cette déclaration contribueront à rendre les initiatives visant l'employabilité plus efficaces pour les personnes sans domicile. Cela permettra non seulement aux États membres et à l'Union européenne d'atteindre leurs objectifs concernant les travailleurs défavorisés, mais qui plus est, des activités professionnelles taillées sur mesure donneront aux personnes un vrai métier dans la vie et contribueront à leur confiance en elles et à leur reconnaissance dans la société. Cela aura un impact positif sur la cohésion sociale et sur l'économie de la société dans son ensemble.

Pour plus d'informations, merci de contacter Silke Paasche: silke.paasche@feantsa.org

Annexe: Exemples de Parcours vers l'emploi, La formation et l'éducation et les activités professionnelles





Annexe: Exemples de Parcours vers l'emploi, La formation et l'éducation et les activités professionnelles

Le diagramme ci-dessus illustre des exemples de parcours possibles vers des activités professionnelles et vers l'emploi. Les flèches montrent que toutes les personnes ne prendront pas le même chemin et que de nombreux chemins impliqueront des tours et des détours. Les cases représentent le soutien complet et individualisé dont les utilisateurs de services devraient bénéficier pendant le processus d'insertion. **Merci de noter que les descriptions ci-dessous ne représentent pas de vrais cas, mais ne sont que des illustrations du diagramme.**

Parcours de A: A est un homme de 34 ans qui est sans domicile depuis plus de 3 ans. Il a un passé d'abus d'alcool et participe actuellement deux fois par semaine à un programme de désintoxication. Il vit dans un logement temporaire et espère pouvoir déménager vers un logement permanent d'ici l'année prochaine.

A a une formation de mécanicien et travaille actuellement 20 heures par semaine dans une entreprise sociale spécialisée dans la réparation de vieilles voitures. Avant d'occuper ce poste, A a participé à une formation aux aptitudes de la vie quotidienne organisée par une association qui s'occupe de personnes sans domicile. Au cours de cette formation, il a appris à structurer son temps et à gérer les conflits qui peuvent survenir quand on travaille en équipe.

Parcours de B: B est une femme de 54 ans qui vit l'exclusion liée au logement par intermittence depuis 8 ans. Elle a un lourd passé de toxicomane et son état de santé général a pâti de son expérience de sans-abri. B vit actuellement dans un logement accompagné. Elle a sa propre chambre et sa propre salle de bain et partage un espace commun et une cuisine avec cinq autres femmes. Elle est aidée en ce qui concerne l'entretien de sa chambre, la préparation des repas et l'organisation de ses papiers et de son budget. Elle aime tout ce qui est lié à la musique et aux arts et participe régulièrement à un atelier de musique et d'art organisé dans un centre de jour proche. Le centre de jour prévoit une exposition à l'entrée de la mairie et B s'est portée volontaire pour accueillir les visiteurs et les guider à travers l'exposition.

Parcours de C: C est un homme de 45 ans qui est sans domicile par intermittence depuis plus de cinq ans. C'était un grand buveur, mais il a réussi à réduire considérablement sa consommation d'alcool. Depuis six mois, il vit dans son propre appartement, mais continue à voir un travailleur social une semaine sur deux. C a une formation dans les TI. Il y a deux ans, il a commencé à travailler dans une entreprise qui pratique le travail aidé dans le secteur du bois. Il n'aimait pas particulièrement ce travail et avait des problèmes avec ses collègues. Il a laissé tomber le programme. Un an plus tard, le bureau pour l'emploi lui a proposé de participer à une formation en TI. Il y a participé et il travaille à présent dans le cadre d'un projet informatique dont le but est de moderniser l'équipement TI des services sociaux publics.

Parcours de D: D est un homme de 22 ans qui a été sans domicile pendant huit mois. Au cours de cette période, il dormait soit chez des amis ou des connaissances soit dans la rue. D n'a pas terminé l'école et, ces dernières années, il a fait des petits boulots. Il est entré en contact avec les services sociaux via un centre de jour où il avait l'habitude de se rendre quand il pleuvait. Les travailleurs sociaux l'ont aidé à trouver une chambre dans un appartement où il vit actuellement avec trois autres jeunes hommes. Son loyer est payé par les services sociaux. On lui a proposé de retourner à l'école, mais il avait plutôt envie de faire quelque chose de pratique. Il a donc participé à une formation pratique et travaille à présent 20 heures par semaine dans une société qui monte des cuisines chez des particuliers. Il aime le contact avec ses collègues et envisage de faire d'autres formations.

Parcours de E: E est une femme de 32 ans. Elle vit avec ses deux enfants de trois et cinq ans. E a quitté le père des enfants il y a un an et a vécu dans un refuge pour femmes pendant trois mois. Elle a ensuite obtenu un petit appartement pour elle et ses enfants dans un autre quartier de la ville. E a une formation en langues et souhaitait reprendre rapidement le travail. On lui a accordé la priorité sur une liste d'attente pour une école maternelle. L'aîné de ses enfants fréquente l'école primaire. E a trouvé un emploi de secrétaire dans une société internationale où elle peut utiliser ses compétences en langues. C'est un emploi à plein temps, mais elle a la possibilité de travailler depuis chez elle pour qu'elle puisse s'occuper des enfants s'ils sont malades. Quand les enfants seront plus grands, E voudrait participer à d'autres formations pendant le week-end.

Parcours de F

F est un homme de 62 ans. Après un séjour en prison, il s'est retrouvé sans domicile. Pendant plus de 10 ans, il a dormi dans la rue et de temps à autre dans l'un ou l'autre centre d'hébergement. Cela a affecté sa santé de façon générale ainsi que sa santé mentale. F vit maintenant dans une chambre seule dans un logement accompagné où se trouve également un centre de jour et où l'on propose diverses activités professionnelles aux occupants. F aime être à l'extérieur et a commencé à planter des légumes dans le jardin avec l'accompagnateur.



La FEANTSA est soutenue par le programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013).

Ce programme a pour objet de soutenir financièrement à la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi et des affaires sociales, tels qu'énoncés dans l'Agenda social, et, ainsi, de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne dans ces domaines. Ce programme qui court sur une période de sept ans vise toutes les parties concernées qui peuvent aider au développement de politiques et législations efficaces en faveur de l'emploi et des affaires sociales, dans tous les États membres de l'Union, les pays AELE-EEE et pays candidats et pré-candidats. Dans ce but, PROGRESS se propose :

- De fournir des analyses et des conseils sur des sujets en lien avec l'emploi, la solidarité sociale et l'égalité entre les sexes;
- D'observer et de contrôler la manière dont les États membres mettent en œuvre la législation et les politiques européennes dans les domaines de l'emploi, de la solidarité sociale et de l'égalité des sexes;
- De promouvoir le transfert, l'apprentissage et le soutien politiques concernant les objectifs et les priorités de l'UE, aux niveaux national et européen; et
- De s'engager aux côtés des parties impliquées et de la société dans son ensemble, afin de s'assurer que leurs préoccupations et leurs aspirations sont exprimées et entendues.

Pour plus d'informations, voir:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et la Commission n'est pas responsable de l'utilisation de ces informations.